

Productivité du travail et efficacité économique des exploitations laitières européennes : une analyse comparative entre huit bassins de production

V. CHATELLIER (1), C. PERROT et G. YOU (2)

(1) INRA - SAE2, rue de la Géraudière, BP 71627 - 44316 Nantes Cedex 03 - vchatel@nantes.inra.fr

(2) Institut de l'Élevage, 149 rue de Bercy - 75595 Paris cedex 12

RESUME - Cet article propose, en s'appuyant sur les données individuelles du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) des exercices 1999 à 2003, une analyse comparée de la productivité du travail et de l'efficacité économique des exploitations laitières de huit bassins de production du nord de l'Union européenne (UE). En raison de différences importantes constatées dans le coût d'acquisition des facteurs de production (foncier et, dans certains cas, droits à produire) ainsi que dans le niveau d'efficacité économique des systèmes productifs, les écarts de productivité du travail entre bassins ne se retrouvent pas toujours au niveau de la rémunération de la main d'œuvre familiale.

Labour productivity and economic effectiveness of the European dairy farms: a comparative analysis between eight production areas

V. CHATELLIER (1), C. PERROT et G. YOU

(1) INRA – SAE2, rue de la Géraudière, BP 71627, 44316 Nantes Cedex 03 - vchatel@nantes.inra.fr

SUMMARY - This article, based on the individual data of the Farm Accountancy Data Network (FADN 1999 to 2003), proposes an analysis of the labour productivity and economic effectiveness of European dairy farms from eight countries/regions. Due to the differences observed in the cost of the production factors (land and, in certain cases, milk quota) and in the economic effectiveness of the productive systems, the variations of labour productivity between regions/countries are not always found on the level of the remuneration of the family labour.

INTRODUCTION

L'Union Européenne (UE), qui est le premier producteur de lait de vache dans le monde (142 millions de tonnes pour l'UE à 25), regroupe près de 460 000 exploitations laitières professionnelles. L'amélioration des techniques agricoles, la modernisation des infrastructures et la politique de contingentement ont entraîné une restructuration importante et rapide des exploitations laitières européennes. Au cours de la dernière décennie, cette restructuration n'a cependant pas été homogène entre états membres (IFCN, 2004, Thorne F., Fingleton W., 2005). L'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni ont, en effet, enregistré des reculs plus intenses (-6 % à -8 % d'exploitations par an) qu'en Allemagne et en France. Le futur accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (qui devrait s'accompagner d'une suppression des restitutions aux exportations et d'une ouverture accrue des marchés), l'entrée en application de la réforme de la PAC (qui prévoit une baisse des prix institutionnels du beurre et de la poudre de lait, compensée par l'octroi de paiements directs aux producteurs) et, dans certains pays, la stabilisation (voire la diminution) de la consommation de produits laitiers sont autant d'éléments qui suscitent des réflexions sur l'avenir du secteur laitier. Dans ce contexte, l'objectif de cette communication est de proposer une analyse comparée de la situation des exploitations laitières de huit bassins de production du nord de l'UE. De façon plus ciblée, il s'agit de mesurer les écarts de productivité du travail et de discuter de la situation économique et financière des exploitations.

1. OUTIL ET METHODE

Ce travail s'appuie sur un traitement des données individuelles du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) européen des exercices 1999 à 2003. Le RICA est une enquête réalisée chaque année depuis plus de trente ans, de façon harmonisée, dans tous les Etats membres de l'UE. Il donne des informations détaillées sur la structure, les

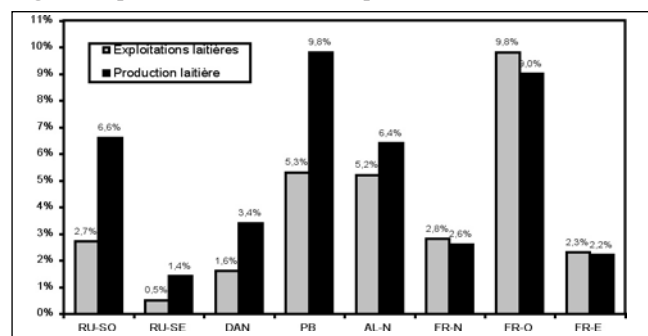
résultats économiques et la situation financière des exploitations agricoles professionnelles¹. Dans le secteur laitier, les unités non professionnelles sont rares. Elles couvrent vraisemblablement moins de 3 % de la production totale de lait de l'UE.

La première étape méthodologique consiste à isoler les exploitations dites "laitières". Sont considérées comme telles toutes les exploitations agricoles ayant plus de cinq vaches laitières. Ce choix permet de regrouper en un seul type la quasi totalité de la production de lait. Pour comparer entre elles les exploitations des différents pays, il souvent important de raisonner à niveau de spécialisation comparable. Aussi, une segmentation supplémentaire est opérée en fonction du ratio suivant : "production laitière (en valeur) / production agricole totale (nette des achats d'animaux et hors aides directes)". Les exploitations sont dites "spécialisées" dès lors que la valeur de ce ratio est supérieure à 60 % et "diversifiées" dans le cas inverse.

La seconde étape concerne la définition du champ géographique étudié. Partant d'un découpage préexistant de l'UE en 27 bassins de production (Chatellier, Jacquerie, 2004), huit ont été sélectionnés, exclusivement dans le nord de l'UE : le Nord et l'Ouest de l'Angleterre (RU-SO), l'Est de l'Angleterre (RU-SE), le Danemark (DAN), les Pays-Bas (PB), le Nord de l'Allemagne -AL-N- (Basse-Saxe, Hambourg et Schleswig-Holstein), le Nord de la France -FRN- (Haute-Normandie, Ile-de-France, Nord-Pas-De-Calais et Picardie), l'Ouest de la France (Basse-Normandie, Bretagne et Pays de la Loire), l'Est de la France -FR-E- (Alsace, Lorraine et Franche-Comté).

¹ Les exploitations sont considérées comme professionnelles dès lors qu'elles emploient plus de 0,75 Unité de Travail Agricole ou que leur marge brute standard dépasse un seuil minimal de dimension économique, fixé par Etat membre (exemples : 1 Unité de Dimension Economique -UDE- au Portugal, 8 UDE en France et 16 UDE aux Pays-Bas).

Figure 1 : poids des huit bassins de production dans l'UE-15



Source : RICA UE 2003, Commission européenne DG AGRI-A3

Ces huit bassins de production jouent un rôle important dans l'économie laitière de l'UE à 15 (figure 1). Ils regroupent 137 800 exploitations (soit 30 % de l'effectif total) et assurent 41 % de la production laitière totale (en volume). Avec 63 % des dettes contractées par les exploitations laitières, ils réalisent 39 % de la production agricole (en valeur) et 30 % du résultat courant.

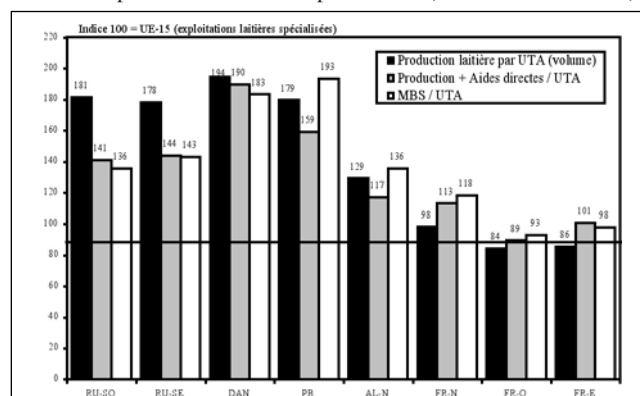
2. PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

Les 457 700 exploitations laitières européennes disposent, en moyenne 2003, de 1,95 unité de travail agricole (UTA) pour 61 hectares et 279 400 kg de production laitière par an. Elles présentent un chargement moyen de 1,8 UGB herbivore par hectare de Surface Fourragère Principale (SFP), un rendement annuel de 6 500 kg de lait par vache et une production laitière de 6 900 kg par hectare de SFP. Concernant les trois indicateurs sélectionnés pour rendre compte de la productivité du travail, elles ont une production laitière de 143 300 kg par UTA, une production agricole (avec les aides directes) de 71 000 euros par UTA et une Marge Brute Standard (MBS) de 39 UDE par UTA.

Les caractéristiques structurelles moyennes des exploitations laitières diffèrent assez fortement entre les huit bassins de production étudiés (tableau 1). Plusieurs facteurs influent, de manière parfois imbriquée, sur cette diversité qui s'exprime au travers de la taille des structures, du type de main d'œuvre mobilisée, de la spécialisation, de l'intensification des systèmes productifs et de la productivité

du travail (Chatellier, 2004). Il s'agit principalement de l'histoire agraire des Etats, des potentialités agronomiques des sols (climat, relief), des disponibilités en foncier (en lien avec la densité de population), des règles environnementales locales ou régionales, des politiques agricoles nationales conduites tant matière de régulation des marchés (intensité du lien entre quota laitier et foncier, mode de transfert des droits à produire, etc.) que d'accompagnement des structures productives (arbitrages entre la dynamique de l'installation et le renforcement des unités existantes, orientation des soutiens publics à l'investissement ...). De façon à éviter le risque que ne soit affecté à l'atelier laitier une quantité de main d'œuvre qui relève des productions agricoles associées (du fait du développement d'unités sociétaires de type multi-produits, ce risque tend à se renforcer), le calcul de la productivité du travail est, contrairement à ce qui est présenté dans le tableau 1, réalisé pour les 292 000 unités spécialisées (figure 2). Sur ce champ, le Royaume-Uni, le Danemark et les Pays-Bas se distinguent, pour les trois indicateurs retenus, par une productivité du travail largement supérieure à la moyenne communautaire (soit par UTA, 179 500 kg de lait, 81 200 euros de production agricole ou 40 UDE). Les trois bassins français et dans une moindre mesure l'Allemagne du Nord, sont en revanche assez proches.

Figure 2 : indicateurs de productivité du travail dans les exploitations laitières spécialisées (Indice 100 = UE-15).



Source : RICA UE, Commission européenne DG AGRI-A3

Tableau 1 : caractéristiques structurelles, productivité du travail et intensification des exploitations laitières européennes

	RU-SO	RU-SE	DAN	PB	AL-N	FR-N	FR-O	FR-E	UE-15
Nombre d'exploitations	12 260	2 110	7 190	24 040	23 830	12 920	44 780	10 660	457 700
Unité de travail agricole (UTA)	2,34	3,30	1,93	1,72	1,79	1,91	1,88	1,83	1,95
UTA salariées / UTA totales	36 %	53 %	35 %	9 %	15 %	12 %	7 %	9 %	18 %
Superficie agricole utile (SAU en ha)	101	178	94	46	69	89	71	111	61
UGB herbivores	157	178	128	101	99	83	78	89	75
Production laitière (kg par an)	693 400	860 600	611 600	520 900	343 200	261 400	257 500	262 000	279 400
UGB herbivores / ha de SFP	1,9	1,9	2,3	2,4	2,0	2,0	1,6	1,2	1,8
Production laitière / vache laitière (kg)	7 100	7 500	7 700	7 400	7 100	6 400	6 300	6 000	6 500
Production laitière par ha de SFP (kg)	8 500	9 200	10 800	12 500	6 900	6 500	5 200	3 400	6 900
Production laitière par UTA (kg)	296 300	260 800	316 900	302 800	191 700	136 900	137 000	143 100	143 300
Production + Aides directes / UTA (€)	106 600	109 100	138 600	128 700	86 900	87 400	73 500	75 000	71 000
MBS / UTA (UDE)	53	61	72	77	54	52	41	45	39

Source : RICA UE 2003, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes et Institut de l'Élevage

Dans les deux bassins de production du Royaume-Uni, la productivité du travail est, proportionnellement à la moyenne communautaire, plus élevée lorsque l'indicateur utilisé fait référence à la production exprimée en volume. Cela tient essentiellement au fait que, dans ce pays, le prix

du lait payé aux producteurs est plus faible (Institut de l'Élevage, 2005). Si le Danemark et les Pays-Bas disposent d'exploitations laitières un peu moins grandes qu'au Royaume-Uni (en termes de surfaces ou de volume de lait), la productivité du travail est, quant elle, supérieure.

Elle représente pratiquement le double de celle des trois bassins français et les écarts se creusent encore du fait d'un rythme de restructuration plus rapide. Dans ces deux pays, les producteurs de lait en activité ont en effet la possibilité d'augmenter rapidement la taille de leur entreprise grâce à l'acquisition, par une voie marchande, de droits à produire. Cette croissance des unités de production comporte cependant quelques limites liées notamment aux contraintes appliquées dans le domaine de l'environnement (lesquelles imposent que l'augmentation des cheptels se fasse moyennant le respect de certains seuils de densité et donc d'une croissance parfois parallèle des surfaces). En France, l'augmentation de la taille des exploitations est étroitement liée aux redistributions de quotas qui s'opèrent, non pas *via* un marché organisé, mais sous l'autorité d'instances administratives et de manière décentralisée au niveau des départements. Ce mode d'intervention des pouvoirs publics français a conduit, d'une part, à une relative stabilité de la répartition territoriale de l'offre de lait et, d'autre part, au maintien d'exploitations qui n'auraient vraisemblablement pas subsisté par le simple jeu des forces du marché.

La productivité du travail dans le secteur laitier varie donc, en moyenne, de façon importante entre les bassins de production (ce constat serait encore accentué avec la prise en compte, dans l'analyse comparative, de zones telles que l'Autriche ou le Nord de l'Espagne). L'obtention d'un niveau élevé de productivité du travail est souvent facilitée par le recours à des investissements importants (bâtiment d'élevage, salle de traite, robot de traite, etc.), par une spécialisation des exploitations en production laitière, par l'adoption de systèmes d'alimentation adaptés (distribution automatique de concentrés), par la recherche d'une productivité élevée des animaux (facteur qui limite le temps de traite) et par l'externalisation de certaines tâches (travaux cultureux, suivis sanitaires et vétérinaires...).

3. EFFICACITE ECONOMIQUE

Les exploitations laitières européennes dégagent, en moyenne sur cinq ans (1999 à 2003), une production agricole (avec aides directes) de 139 900 € par an. Avec une

efficacité économique (mesurée par le ratio "Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Production agricole + Aides directes") de 38 %, elles dégagent un EBE de 33 400 euros par UTA familiale (UTAF) et un Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) de 19 000 euros par UTAF. Les dettes représentent 19 % du montant du bilan (celui-ci est cependant plus ou moins artificiel en fonction du mode de calcul de la valeur du quota et du foncier)

Les résultats économiques moyens des exploitations laitières diffèrent assez fortement entre les huit bassins de production. L'efficacité économique des exploitations est plus faible au Royaume-Uni qu'aux Pays-Bas et en France. Cela s'explique par l'obtention d'un prix du lait plus modeste, par un coût alimentaire supérieur (tableau 2) et, de manière conjoncturelle cependant, par un manque de valorisation commerciale des bovins vendus (du fait des mesures prises au titre de la gestion de la crise de l'ESB). Aux Pays-Bas, l'efficacité économique des exploitations laitières est plus élevée (42 %) qu'au Danemark (34 %) en raison notamment d'un coût alimentaire mieux maîtrisé (321 € par UGB herbivore contre 435 €). En France, l'efficacité économique des exploitations laitières est un peu plus élevée dans l'Est que dans l'Ouest car les filières fromagères de Franche-Comté permettent une meilleure valorisation du lait.

L'indicateur de l'EBE par UTAF est, sous réserve d'une évaluation comparable des disponibilités en main d'œuvre familiale, plutôt robuste pour établir des comparaisons entre pays. Efficacité économique mise à part, il est sensible à la productivité du travail. L'indicateur de RCAI par UTAF est, quant à lui, plus fragile et ce pour trois raisons : la durée prise en compte pour l'amortissement du matériel et des bâtiments varie selon les pays, le mode de financement des exploitations (taux d'intérêt, modalités de remboursement du capital, durée des emprunts) dépend de règles bancaires nationales et non pas communautaires, les politiques fiscales ne sont pas harmonisées (dans les pays où les prélèvements obligatoires de l'Etat sont élevés, comme c'est le cas au Danemark, elles peuvent inciter les agriculteurs à privilégier une stratégie d'investissements intenses et d'accumulation de capital à celle de l'obtention d'un revenu élevé).

Tableau 2 : situation économique et financière des exploitations laitières européennes (moyenne sur 5 ans - ensemble des unités laitières)

	RU-SO	RU-SE	DAN	PB	AL-N	FR-N	FR-O	FR-E	UE-15
Production agricole totale (€)	237 300	363 000	226 000	205 900	143 500	157 500	134 600	136 800	123 900
Aides directes (AD)	20 900	38 800	23 500	5 500	14 000	24 500	15 800	24 100	16 000
Production agricole totale + AD (€)	258 200	401 800	249 500	211 400	157 500	182 000	150 400	160 900	139 900
Excédent brut d'exploitation (EBE €)	75 700	83 500	85 900	89 200	53 200	64 800	54 600	63 300	53 600
EBE / UTA Familiale (€)	50 900	56 800	69 600	57 000	34 700	38 900	32 700	37 500	33 400
EBE / Production agricole + AD	29 %	21 %	34 %	42 %	34 %	36 %	36 %	39 %	38 %
Revenu courant avant impôt (RCAI €)	42 900	30 900	16 900	38 900	28 700	36 900	29 500	35 000	30 400
RCAI / UTA Familiale (€)	28 900	21 100	13 700	24 900	18 700	22 100	17 600	20 700	19 000
Investissement brut (€)	31 300	49 400	60 600	66 000	17 100	29 100	23 400	28 500	21 600
Aliment herbivore / UGB herbivore (€)	360	432	435	321	247	267	208	243	356
Amortissements / Production + AD	9 %	10 %	11 %	12 %	11 %	14 %	14 %	16 %	13 %
Intérêts payés / Production + AD	4 %	4 %	17 %	10 %	3 %	3 %	4 %	3 %	4 %
Capitaux fixes	998 400	1 557 700	1 093 600	1 856 700	681 400	351 000	278 200	334 700	581 000
Dettes totales	177 500	252 500	643 800	461 200	118 400	141 200	125 400	118 500	108 800
Dettes totales / Capitaux	18 %	16 %	59 %	25 %	17 %	40 %	45 %	35 %	19 %

Source : RICA UE 1999-2003, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes et Institut de l'Elevage

Si le RCAI apparaît comme un indicateur fragile pour réaliser des analyses comparatives entre bassins de production, il reste assez fiable pour comparer la situation économique des exploitations au sein de chacun d'eux. Les tableaux 3 et 4 présentent, pour les unités spécialisées de chaque bassin de production, le niveau moyen du RCAI par UTAF (indice 100 = moyenne régionale) de quatre classes de productivité du travail, puis de quatre classes d'efficacité économique (ces quatre classes regroupent un nombre identique d'exploitations dans la mesure où la segmentation a été opérée sur la base des valeurs quartiles). Cette analyse rappelle le rôle déterminant de ces deux indicateurs dans la formation du revenu.

Tableau 3 : résultat courant par UTAF (indice 100 = ensemble) selon les quartiles de "Production de lait par UTA" (2003)

	Quartiles "Production de lait / UTA"				Ensemble
	Q1 <	Q1 à Q2	Q2 à Q3	> Q3	
RU-SO	30	80	117	180	100
RU-SE	ns	135	130	280	100
DAN	75	103	96	124	100
PB	42	80	101	177	100
AL-N	29	77	128	180	100
FR-N	81	81	92	157	100
FR-O	74	85	104	145	100
FR-E	56	91	119	146	100
UE-15	45	70	98	195	100

ns= revenu négatif Source : RICA 2003, Commission européenne DGAGRI-A3

Tableau 4 : résultat courant par UTAF (indice 100 = ensemble) selon les quartiles de "EBE / Production agricole + AD" (2003)

	Quartiles "EBE / Prod. agricole + AD"				Ensemble
	Q1 <	Q1 à Q2	Q2 à Q3	> Q3	
RU-SO	4	106	132	149	100
RU-SE	ns	124	248	240	100
DAN	ns	83	155	231	100
PB	13	59	111	198	100
AL-N	ns	81	137	188	100
FR-N	38	74	116	155	100
FR-O	32	87	108	159	100
FR-E	54	97	119	125	100
UE-15	28	87	117	163	100

ns= revenu négatif Source : RICA 2003, Commission européenne DG AGRI-A3

Au niveau de la situation financière, le montant moyen des dettes varie, en valeur absolue (moyenne sur 5 ans), de 118 500 € par exploitation dans l'Est de la France à 461 200 € aux Pays-Bas et à 643 800 € au Danemark. Cet écart doit être mis en relation avec la dynamique récente des investissements et avec le coût d'acquisition des moyens de production. En France, le prix des terres agricoles reste faible par rapport aux pays du Nord de l'UE (notamment aux Pays-Bas et au Danemark) et ce, malgré une augmentation de 30 % en monnaie constante sur la période 1995-2005. Le montant moyen de l'actif du bilan varie très fortement selon les bassins de production du fait de l'hétérogénéité du prix du foncier, des écarts de taille, mais également des méthodologies de calcul utilisées. Aux Pays-Bas, il intègre une valeur estimée du quota laitier à hauteur d'environ 1,5 euro par kg de lait (contre 0,35 euro par kg au Danemark), y compris dans le cas où l'exploitant n'a pas acheté ses droits à produire. Par conséquent, le taux moyen d'endettement calculé à partir du RICA est beaucoup plus faible dans les unités néerlandaises (16 %) que dans les unités danoises (59 %). Au Royaume-Uni, la faiblesse de

l'endettement s'explique, dans certaines unités, par une stratégie de non renouvellement des moyens de production (ou des investissements limités).

CONCLUSION

La restructuration des exploitations laitières est rapide et intense. Si ce mouvement de restructuration participe d'une certaine réduction de la diversité des types d'exploitations, il n'en demeure pas moins que l'hétérogénéité reste toujours assez importante, tant entre bassins de production et qu'au sein de chacun d'eux. Cette hétérogénéité se retrouve au niveau de la taille, de la spécialisation des systèmes productifs, de la performance technique, de la situation économique et financière... Les informations disponibles dans le RICA ont permis d'appréhender cette diversité en termes de productivité du travail et d'efficacité économique. En raison de règles nationales distinctes (durée d'amortissement des actifs immobilisés, modalités de remboursement du capital, base de calcul de la valeur comptable des droits à produire, règles fiscales), il importe de rester prudent dans l'interprétation des indicateurs de revenu et d'endettement.

Si un consensus existe entre organismes de prévision sur l'idée que le nombre d'exploitations laitières européennes devrait continuer de baisser dans les années à venir, le taux annuel de cette restructuration n'est pas prédéterminé. A la lumière des observations faites au cours des dix dernières années, il ne sera d'ailleurs pas nécessairement identique entre Etats membres. Prévoir ce taux et donc spéculer sur les futurs gains de productivité des exploitations restantes, n'est pas simple. Il dépendra de l'impact cumulé de plusieurs facteurs : le degré de protection du marché communautaire des produits laitiers au travers de mesures tarifaires et non tarifaires, la capacité des entreprises européennes à exporter des produits laitiers, sans le bénéfice de restitutions, la dynamique de la consommation domestique de produits laitiers, la pyramide des âges des exploitants, l'attractivité du métier dans un contexte où les agriculteurs aspirent à de meilleures conditions de vie, les exigences en matière de mise aux normes des bâtiments d'élevage, les règles d'application du découplage (Chatellier, 2006). En fonction des pays, le thème de la restructuration des exploitations fait d'ailleurs l'objet d'un débat plus ou moins intense. Ainsi, par exemple, les organismes danois (*Danish Dairy Board*) considèrent que seules 3 000 à 3 500 exploitations laitières demeureront dans ce pays d'ici 2015. En France (Institut de l'Élevage, 2006) et, dans une moindre mesure, en Allemagne, ce thème est souvent abordé de manière concomitante à une réflexion sur l'avenir des territoires (Chatellier et Jacquerie, 2005).

Chatellier V., 2006. Cahiers d'économie et sociologie rurales, n°78, 53-80

Chatellier V., Jacquerie V., 2004. INRA Productions Animales, 17 (4), 315-333

Chatellier V., Jacquerie V., 2005. Fourrages, n°181, 29-45

IFCN, 2004. *Dairy Report, for better understanding of milk production world-wide*, 152 p.

Institut de l'Élevage, 2004. Le dossier Economie de l'élevage n°333-A, (25 p), n°340 (72 p.)

Institut de l'Élevage, 2005. Le dossier Economie de l'élevage n°346, 24 p.

Institut de l'Élevage, 2006. Le dossier Economie de l'élevage n°353 (87 p), n°357 (39 p.)

Thorne F., Fingleton W., 2005. Examining the relative competitiveness of Milk production. Teagasc, 24 p.